



Y a-t-il eu révolution ? La réponse est clairement non. Y a-t-il eu révolution manquée ? D'un point de vue historique, la réponse est non aussi

Alors que l'on prête – à tort ou à raison – à Emmanuel Macron l'intention de “commémorer” Mai 68 en 2018, l'historien Jean-François Sirinelli s'interroge sur la résonance de l'événement cinquante ans plus tard. Il rappelle que le quarantième anniversaire avait donné lieu en 2008 à une profusion éditoriale pour répondre notamment à la mise en cause par Nicolas Sarkozy de l'héritage de 68 lors de la campagne présidentielle de 2007. Qu'en sera-t-il l'année prochaine ? Alors que la plus grande partie de la population française n'a pas été contemporaine de ces événements, l'écho dépendra de la “capacité, encore forte ou pas, des contemporains de Mai 68 à mettre en mots leur part de l'histoire nationale”, souligne l'historien. On peut s'interroger : les soixante-huitards ayant vieilli – les plus jeunes sont train de devenir septuagénaires – cette capacité à donner le ton de l'analyse sera peut-être amoindrie. Une certitude : la querelle du bilan ne sera pas close. Pour certains, Mai 68 reste une “belle leçon d'imagination et d'utopie”, pour d'autres, il “a non seulement ouvert des vannes mais enfoncé des digues”, notamment celle de la permissivité. Une ambivalence dans la nature même de 68 qui n'est pas près de s'effacer.

Propos recueillis par Philippe Plassart

Mai 68 est un événement qui présente plusieurs visages, ces visages ayant été différents à toutes les étapes de la remémoration. Aujourd'hui, cinquante ans nous séparent de l'événement. Mais auparavant, il y a eu les dix ans, puis les vingt ans, trente et quarante ans qui en ont scandé le souvenir. Il est frappant de constater que l'écho n'a pas été le même au fil des décennies. En 1978, paradoxalement, l'anniversaire passe relativement discrètement. L'une des figures de proue, Daniel Cohn-Bendit, qui avait déjà publié ‘Le Grand Bazar’ paraissait lui-même alors tendance babacool, et semblait un peu détaché de ce passé. C'est le livre du préfet de police de Paris de mai 68, Maurice Grimaud, qui marque le plus avec son titre provocateur ‘En mai, fais ce qu'il te plaît’. Cette discrétion s'explique par le fait que les soixante-huitards, qui ont la trentaine, ne sont pas encore en situation d'exercer un pouvoir intellectuel influent.

Vingt ans plus tard, l'écho est tout autre : la même génération qui, la quarantaine arrivant, s'est hissée dans l'échelle de l'influence, fait entendre une voix largement favorable à Mai 68. On le voit à travers deux livres très révélateurs : celui de Patrick Rotman et Hervé Hamon, intitulé ‘Génération’ et qui retrace l'épopée de Mai 68 à travers quelques personnages, et celui de Laurent Joffrin, qui donne le récit de mai 68 en insistant sur la nature “démocratique” de cette “révolution”. Dans les deux cas, il y a la revendication d'un héritage positif. Mais dès ce moment-là, il faut nuancer. Deux ans auparavant,

la nouvelle génération qui avait manifesté contre la loi Devaquet avait proclamé : 68 c'est bien, 86 c'est mieux.

“En 2008, pas moins de 70 ouvrages sont consacrés à 68. Ils ouvrent un débat sur l'héritage, Nicolas Sarkozy ayant appelé un an auparavant durant sa campagne pour l'élection présidentielle à “le liquider””

Troisième étape, 1998, c'est le ressac. La chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes sont passés par là, ainsi que le mouvement social de 1995 contre les lois Juppé qui voit resurgir une ultragauche, cette dernière ne se réclamant d'aucune façon de 68. C'est le temps du sociologue Pierre Bourdieu. Parallèlement, l'écosystème républicain donne des signes de faiblesse avec l'ancrage du Front national, la persistance de la crise et les premières critiques sur la “permissivité” de 68.

D'où la quatrième étape en 2008 qui va donner lieu à un raz de marée éditorial. Pas moins de 70 ouvrages sont consacrés à 68. Ils ouvrent un débat sur l'héritage, Nicolas Sarkozy ayant appelé un an auparavant durant sa campagne pour l'élection présidentielle à “le liquider”. À droite, le procès en responsabilité est intenté, Mai 68 étant accusé d'avoir été le creuset de dérapages ultérieurs. Ce qui crée une réaction à gauche qu'exprime bien par Bernard-Henri Lévy quand il range Mai 68 en tant que marqueur indélébile de la gauche, au même titre que la défense de Dreyfus et le combat anticolonial. Cette défense de Mai 68 est teintée aussi d'une certaine nostalgie véhiculée par les acteurs de la période qui, arrivant à leur soixantaine, se retournent vers leur passé. Mai 68 n'est pas vu comme une révolution – qu'il n'a d'ailleurs pas été – mais comme une parenthèse d'un temps suspendu, de libération de la parole.

2018, l'année du cinquantenaire

Quelle sera l'empreinte de 68 sur les contemporains de 2018 ? La mémoire n'est pas distribuée de façon équitable au sein d'une société. Est-ce l'empreinte sur une jeune femme en apprentissage de coiffeuse à l'époque, qui est peut-être encore coiffeuse aujourd'hui à 64-65 ans ? Sur le jeune ouvrier qui a été mis en préretraite il y a déjà quinze ans ? Ou sur le jeune intellectuel devenu journaliste ou professeur qui par son métier est le dépositaire des mots et donc de la mémoire de Mai 68 ? La palette est large. Un cinquantenaire suscite presque mécaniquement un intérêt médiatique et éditorial. Reste à savoir si la mise en résonance opérera principalement entre l'extrême gauche, qui a resurgi sur le plan intellectuel et dont le maître à penser est Alain Badiou, et le souvenir de Mai 68.

“Il faut tenir compte du temps qui s'est écoulé : le monde ne s'est pas arrêté, les soixante-huitards ont vieilli – les plus jeunes sont en train de devenir septuagénaires – et ils commencent à s'effacer”

À l'inverse, il faut tenir compte du temps qui s'est écoulé : le monde ne s'est pas arrêté, les soixante-huitards ont vieilli – les plus jeunes sont en train de devenir septuagénaires – et ils commencent à s'effacer. Comment le reste de la société (la plus grande partie de la population française n'a pas été contemporaine de ces événements) recevra-t-il cet anniversaire forcément daté avec l'accélération de l'histoire et des enjeux idéologiques qui ne sont plus du tout les mêmes ? L'interrogation reste pour l'heure posée. Mais la réponse, qui nous sera donnée à travers le fort écho ou la moindre résonance que l'on observera alors, sera une indication précieuse, non pas tant

de la persistance de l'événement dans la mémoire du plus grand nombre que de la capacité, encore forte ou pas, des contemporains de Mai 68 à mettre en mots leur part de l'histoire nationale. Et au bout du compte, c'est cela qui sera le plus important : quels seront alors les mots utilisés ? Il y a gros à parier, en tout état de cause, que ces mots seront pluriels, voire dissonants.

68, une fusée à trois étages

Les événements de 68 ont eu une dimension universelle – l'effervescence de la jeunesse a touché bon nombre de pays, y compris ceux d'Europe de l'Est avec notamment le printemps de Prague, et les pays de ce que l'on appelait à l'époque le Tiers-monde, avec par exemple à l'automne la répression sanglante des manifestations étudiantes au Mexique. Mais il y a bien eu une singularité française avec un régime politique qui fut ébranlé dans un premier temps.

Il est difficile d'imaginer ce qu'aurait été 68 dans notre monde aujourd'hui mondialisé. En 68, plusieurs crises se sont entremêlées en une sorte de réaction en chaîne. Les événements furent en réalité une fusée à trois étages, avec à chaque fois une impulsion nouvelle. Le premier étage, celui que souvent pour des raisons de mémoire dominante l'histoire a retenu, c'est le mai des étudiants. Il commence le vendredi 3 mai avec les premiers incidents à la Sorbonne et va connaître une première phase aiguë le vendredi 10 mai avec la première nuit des barricades.

“En 68, plusieurs crises se sont entremêlées en une sorte de réaction en chaîne. Les événements furent en réalité une fusée à trois étages, avec à chaque fois une impulsion nouvelle”

Mais à partir du 13 mai, sans que le premier disparaisse, commence un deuxième mouvement qui a une dimension sociale. Les forces politiques et syndicales rentrent en jeu en appelant ce jour-là à une grève générale pour protester contre “la répression et la violence policière”. Mais le lendemain, la plupart des entreprises ne reprennent pas le travail. Et au bout d'une semaine, la France se retrouve paralysée. Avec environ 10 millions d'actifs qui ne travaillent plus, Mai 68 se hisse à la première place des mouvements sociaux du XXe siècle devant mai-juin 36 et décembre 95. La crise prend ensuite une troisième dimension – politique celle-là – qui n'efface pas les deux précédentes. Au lendemain des négociations au ministère du Travail, rue de Grenelle, le leader de la CGT, George Séguy, va présenter le lundi 27 l'accord aux ouvriers de Renault à Boulogne-Billancourt, et il va essayer les sifflets de la base. Ce qui contribue à augmenter l'impression que le pouvoir politique, et singulièrement le général de Gaulle, n'a plus prise sur l'événement. Le lendemain, François Mitterrand, principal chef de l'opposition, envisage explicitement le départ de ce dernier. La crise monte d'un cran supplémentaire le jour qui suit avec la “disparition” du général de Gaulle, ce dernier ayant rejoint pour quelques heures le général Massu outre-Rhin. Le lendemain, il annonce la dissolution de l'Assemblée et la grande manifestation sur les Champs-Élysées du 30 mai est organisée. Ce qui va déboucher un mois plus tard sur la majorité introuvable lors des législatives de juin, les 3/5 des députés la composant étant gaullistes.

Un événement Janus à deux visages

Mai 68 a été un “événement Janus” à deux visages. Le premier registre binaire est composé d'un côté de violence, avec les barricades, les pavés et la répression ; de l'autre des moments

d'exaltation lyrique, et de libération de la parole. Le deuxième Janus est lexical. Il y a d'un côté les mots d'ordre qui appellent à la révolution, et de l'autre un vocabulaire utopique et hédoniste, plus contestataire que révolutionnaire. Avec une telle variété de visages, chacun peut avoir son Mai 68. Daniel Cohn-Bendit a très bien illustré ces ambivalences en pratiquant un mélange de phraséologie marxiste-léniniste tendance libertaire.

Y a-t-il eu révolution ? La réponse est clairement non. Y a-t-il eu révolution manquée ? D'un point de vue historique, la réponse est non aussi. Pour manquer la révolution, encore aurait-il fallu que l'on soit près du but. Or autant le régime a pu paraître ébranlé, autant l'aspiration à l'abattre ne fut pas à l'ordre du jour. Les ouvriers qui votaient communiste aspiraient à bénéficier des Trente glorieuses. Il ne faut jamais oublier – sinon on ne comprend rien à cette période – que le niveau de vie moyen des Français a doublé entre le milieu des années cinquante et la fin des années soixante. On a une société qui est portée par une croissance de 5% en rythme annuel. En aucun cas la société française ne secrète une sorte de violence, de désespoir social. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de mouvements sociaux et de revendications. La France n'aspire pas à faire la révolution. Mai 68 est le temps de l'"a-révolution" et même d'"ir-révolution". Révolution il n'y eut pas, aspiration révolutionnaire pas plus, et au bout du compte il n'y eut pas de révolutionnaires.

“Y a-t-il eu révolution ? La réponse est clairement non. Y a-t-il eu révolution manquée ? D'un point de vue historique, la réponse est non aussi”

Est-ce rapetisser l'événement que de lui dénier une dimension révolutionnaire ? Certes pas. Mai 68 a été important sur d'autres registres. Il a agi comme un accélérateur de particules historiques. Au regard des évolutions en cours, le logiciel socioculturel des années soixante, encore très imprégné des valeurs d'une France rurale faite de frugalité et de prévoyance, paraissait décalé par rapport à cette montée de sève de la jeunesse et à cette France qui s'enrichissait. On voit dès le milieu des années soixante des faits révélateurs qui viennent témoigner de ces évolutions, comme l'apparition du nu dans les publicités ou la chute brutale du nombre d'ordinations de prêtres. Mai a été ce percolateur qui a donné une impulsion décisive à ces tendances qui étaient amorcées ; ses effets ont été diffus dans le temps.

La France aurait sans aucun doute connu ces évolutions sans Mai 68, mais il a incontestablement accéléré le processus. Tout autant que 68, ce qui compte c'est l'après-68, une période que l'on fait aller jusqu'en 1972, année de l'enterrement de Pierre Overney [ouvrier militant tué par un vigile de Renault Billancourt, ndlr]. Pendant ces quatre années, il y a une effervescence gauchiste qui va stimuler les mouvements sociaux, et en particulier le combat féministe.

“Mai 68 a agi comme un accélérateur de particules historiques”

Fusée à trois étages, mai 68 a été aussi une fusée éclairante des contradictions, des retards et des complexités de la société. Pour autant, l'historien doit se garder de mythifier l'événement. Mai 68

n'a sûrement pas été la révolte générale de la jeunesse française. De Mai 68, on retient le mai des étudiants, mais ce n'est qu'une dimension de l'événement. On s'imagine que la jeunesse était étudiante mais il ne faut pas perdre de vue qu'en 1970, seuls 20% d'une classe d'âge arrivent au baccalauréat.

L'héritage pour le meilleur ou pour le pire

On ne peut avoir une vision binaire de l'héritage, avec d'un côté ceux qui en tirent un bilan positif et de l'autre ceux qui, en soulignant les aspects négatifs, le condamnent. La vision de l'héritage évolue avec le temps, comme on l'a vu au fil des anniversaires. Une mémoire, c'est comme un cours d'eau souterrain qui se nourrit des strates qu'il traverse et qui, lorsque l'eau resurgit, porte tous ces éléments intermédiaires. En termes historiques, incontestablement, ce n'est pas rapetisser Mai 68 que de souligner qu'il n'a pas été une révolte générale de la jeunesse française. Bien plus, Mai 68, s'il a ébranlé le régime, ne l'a pas abattu. Au contraire, ce dernier en sortira finalement fortifié ayant surmonté ce “test d'effort”. Le régime de la Ve République réaménagé par la réforme de 1962 n'a pourtant que six ans, mais il parvient à absorber l'onde de choc et à la surmonter. De même parviendra-t-il un an plus tard, en 1969, à surmonter le choc du départ du général de Gaulle.

Mai 68 a accéléré des mutations qui ont refaçonné la société française, ce qui forme son acquis historique. Savoir si cette accélération a été une bonne ou une mauvaise chose est une autre interrogation. Le débat porte plus sur ses effets que sur ses sources d'inspiration. Et l'on retrouve ici à nouveau le Janus qui se partage entre le doctrinaire et l'utopique. À défaut de pouvoir revendiquer un héritage, certains peuvent estimer que Mai 68 a été pour la société française une belle leçon d'imagination et d'utopie. Il peut y avoir un aspect doré de Mai 68 qui, mis à la disposition de tous, n'est pas la propriété d'un mouvement politique. Cela pour le côté favorable. Si quelqu'un cherche à invoquer l'héritage, c'est sans doute sur ce registre de l'imagination inspirant le pouvoir qu'il irait. Mais il y a l'autre facette, celle du Mai 68 noir et de sa supposée face obscure.

“Une mémoire, c'est comme un cours d'eau souterrain qui se nourrit des strates qu'il traverse et qui, lorsque l'eau resurgit, porte tous ces éléments intermédiaires”

Ce sont les gens qui considèrent que cet accélérateur de particules a trop accéléré le mouvement et qu'on a débouché, au-delà de la libération de la parole, sur la “permissivité”. Pour eux, Mai 68 a non seulement ouvert des vannes, mais enfoncé des digues. Et de cette inondation, ce ne sont pas des bienfaits qui en sont sortis mais toute une série de dysfonctionnements qui ont sapé, miné, affaibli l'écosystème républicain. Quelle leçon tirer de Mai 68 pour aujourd'hui alors que l'écosystème républicain est en crise ? Qu'est-ce que le vivre-ensemble ? Telle est aujourd'hui l'interrogation majeure. Comment 66 millions de citoyens vivent ensemble sans que cela ne soit qu'une simple cohabitation ? La réponse n'a plus rien d'évident depuis une vingtaine d'années. Mai 68 offre ainsi une double lecture à cet égard tant du côté des causes – voir la discussion sur l'héritage – que des remèdes, avec sous-jacente cette interrogation : l'invocation de l'utopie façon 68 peut-elle être aujourd'hui un remède à la crise républicaine ?

Mai 68 vs mai 2018

Mai 68 a été un mouvement social très important

doublé d'un ébranlement réel qui a lieu dans une société de prospérité et de quasi-plein emploi. Mai 68 n'est pas la réaction d'une société appauvrie et inégalitaire. C'est un mouvement social dans une société enrichie. Mai 68 intervient de surcroît dans une société qui n'a pas connu la violence de guerre depuis au moins 1962 avec la fin de la guerre d'Algérie. Qu'aurait été Mai 68 dans une société avec trois millions de chômeurs, dans une société où l'écosystème républicain est en crise et dans une société où certaines formes de violence, y compris le terrorisme, sont réapparues ? Cette question n'a rien de théorique. Un Mai 68 pourrait-il survenir en mai 2018 ?

“Qu'aurait été Mai 68 dans une société avec trois millions de chômeurs, dans une société où l'écosystème républicain est en crise et dans une société où certaines formes de violence, y compris le terrorisme, sont réapparues ?”

L'histoire de France montre que l'on n'est pas à l'abri d'un mouvement social, brusque et étendu. Ce type de tempête est très craint par avance par le pouvoir politique quelle qu'en soit la nature, car on serait dans une situation où la société d'abondance n'amortirait pas le choc. C'est cela le paradoxe de Mai 68 : il a été la contestation d'une société d'abondance dans la société d'abondance. Aujourd'hui, le cocktail serait bien plus dangereux. En mai 68, il y a eu quelques morts – on en a dénombré 6 ou 7 durant les événements entre le 3 mai et le 10 juin, date qui marque la fin des grèves. Mai 68 a été un affrontement où des deux côtés, les parties voulaient éviter le pire – le préfet Grimaud avait donné comme instruction à la police de ne pas frapper un homme à terre. Certes il ne faut pas avoir une vision lénifiante, car lancer des cocktails Molotov, ce n'est pas “flower power”, mais pour le plus grand nombre des protagonistes, il n'y a pas eu d'aspiration à donner la mort à l'adversaire. Qu'en serait-il aujourd'hui où l'on constate qu'il y a une violence civile et sociale qui n'existait pas dans la France apaisée de l'époque ?

L'effacement des baby boomers

Le printemps 2017 a été incontestablement le moment où les baby boomers disparaissent de la scène politique avec la victoire d'Emmanuel Macron. Ce n'était pas écrit d'avance. Tout au long de 2016, Alain Juppé, baby boomer, était le grand favori, et au soir de la primaire de la droite à la fin novembre 2016, les pronostics donnent François Fillon futur vainqueur de la présidentielle. Or François Fillon est aussi un baby boomer puisqu'il est né en 1954.

“La victoire d'Emmanuel Macron fait vieillir d'un seul coup les baby boomers”

La victoire d'Emmanuel Macron fait vieillir d'un seul coup les baby boomers. Toutefois il faut nuancer de deux façons ce constat d'évidence. D'abord, ils sont arrivés tardivement à ce pouvoir-là, après les quatorze ans de Mitterrand et douze ans de Chirac. Il faut attendre 2007 et la victoire de Nicolas Sarkozy pour voir l'un des leurs gravir la plus haute marche, auquel succédera un autre baby boomer Hollande. Ensuite, la victoire d'Emmanuel Macron ne fait pas simplement passer les baby boomers, mais aussi les quinquagénaires qui suivent, à l'instar de Manuel Valls (53 ans) et même de Marine Le Pen (48 ans) et quelques autres, tous ceux-là étant balayés par plus jeune qu'eux. Ce qui veut dire pour les baby boomers un double vieillissement : ils ne quittent pas seulement brutalement la scène, ils subissent un vieillissement au carré, en tout cas dans le monde politique...

Professeur émérite à Sciences Po, Jean-François Sirinelli a consacré plusieurs livres à l'histoire de la France contemporaine. Il tente d'éclairer cette histoire par deux approches qu'il mène de façon complémentaire : d'une part, l'étude politique de la Ve République ; d'autre part, l'analyse de la grande mutation de la France depuis les années 1960. Il a publié notamment 'Mai 68 - L'événement Janus' (collection de poche "Biblis", CNRS Éditions, 2013). Son dernier livre, publié cet automne chez Odile Jacob, fait la synthèse de ses recherches précédentes à travers l'histoire des 'Révolutions françaises. 1962-2017'

Le nouvel Economiste.fr

II) Macron, Wauquiez, Mélenchon... : que leurs réservent les astres pour 2018 ?



Emmanuel Macron :
"la méchante impression que rien ne va"

Que souhaiter à Emmanuel Macron en 2018, alors que l'année 2017 l'a vu accéder aux fonctions suprêmes ? A en croire Mon Horoscope Annuel, l'année qui va s'ouvrir s'annonce délicate avec peut-être un problème de disruption puisque les Sagittaires devraient osciller entre "communication et la révolte contre l'oppression". Surtout, sur le plan professionnel, Emmanuel Macron pourrait être "déçu", puisque les Sagittaires pourront "avoir la méchante impression que rien ne va" et que "rien n'avance dans le bon sens". Cela dit tout n'est pas noir puisque "tous les nouveaux partenariats" ou "association" se dirigeront vers "la route sur succès".

Côté amour pour Emmanuel Macron le début de l'année s'annonce délicat avec des conflits, mais "l'été redeviendra plein de tendresse et de douceur de vivre à deux".



Jean-Luc Mélenchon :
des "portes s'ouvriront"

L'année 2018 "ne sera pas une année très facile" pour Jean-Luc Mélenchon si l'on en croit les prévisions des astres pour le signe du Lion,

toutefois il suffira au leader de La France Insoumise de faire preuve de "ténacité" et de "concentration". D'ailleurs les six premiers mois de l'année, les Lions mettront "à profit l'observation et la patience" et cela pourrait s'avérer payant au dernier trimestre de 2018, où des "portes s'ouvriront", prévoit même Mon Horoscope Annuel. Sur le plan amoureux, même si Jean-Luc Mélenchon fait preuve d'une grande discrétion, l'année 2018 "devrait se dérouler sous de bons auspices", avec de la générosité et beaucoup d'amour.

A noter que la compatibilité professionnelle du Lion en 2018 est la meilleure avec le Bélier, donc par exemple avec Laurent Wauquiez...



Laurent Wauquiez :
"la soupe à la grimace à la maison"

Fraîchement élu président de Les Républicains, l'année 2018 s'annonce chargée pour Laurent Wauquiez qui aura notamment la tâche de réinstaller son parti comme véritable force d'opposition. Surtout, d'après Mon Horoscope Annuel, le nouveau leader va devoir se préserver, le site conseille en effet aux natifs Bélier de faire attention s'ils veulent "mener à bien" tout ce qu'ils ont en tête. Surtout, "il faudra faire un choix pour tout terminer".

Dans ce climat de travail surchargé, attention aussi à "consacrer du temps à sa famille" au risque de "retrouver la soupe à la grimace à la maison". Dans tous les cas, l'année 2018 s'annonce comme "une année déterminante", au cours de laquelle le Bélier devra se montrer "très clair" sur "ses désirs et ses souhaits".



Marine Le Pen :
"des primes qui seront les bienvenues"

L'année de Marine Le Pen s'annonce bien avec un "caractère plutôt extraverti" et une "bonne humeur forte agréable". 2018 sera une année "épanouie" pour l'ancienne candidate à la présidentielle. Côté travail, ce sera méticulosité et concentration, et cela payera puisque selon Mon Horoscope Annuel, les résultats seront performants. Les potentiels reproches des collègues devront être pris avec un peu de hauteur : le site conseil en 2018 de ne pas se mêler des conflits...

Côté finance, visiblement, Marine Le Pen n'a vraiment pas de quoi s'inquiéter... Les Capricornes devraient "toucher de l'argent" et même "recevoir des primes qui seront les bienvenues".

Publicité
Les associations professionnelles les plus fructueuses ? Avec les natifs du Bélier promet Mon Horoscope Annuel, n'en déplaise à ceux, qui, chez les Républicains, réfutent tout rapprochement avec le FN...



Anne Hidalgo :
une "communication plus facile à partir de l'été"

Le début de l'année 2018 sera stressant mais visiblement "bénéfique au niveau finance" pour les Gémeaux. Si certains ont encore la fermeture des voies sur berges en travers de la gorge, Mon Horoscope Annuel promet à la maire de Paris une "communication plus facile à partir de l'été".

Publicité
D'ailleurs il ne faudra pas compter sur Anne Hidalgo pour changer de cap : "Vous êtes une personne tenace, ne lâchant jamais prise (...). Et cette année ne dérogera pas à la règle, vous ferez preuve d'une très grande concentration et de travail tout au long de cette année".

Si les Gémeaux devraient être très chanceux en 2018, la question de l'amour sera délicate en début d'année. Heureusement, cela devrait s'arranger dès le second semestre.

planet.fr

III) François Ruffin, dans les coulisses d'un "pro" de la com'

Le député LFI a vu sa sanction confirmée par le bureau de l'Assemblée nationale, mercredi, pour avoir refusé de retirer le maillot de football qu'il portait dans l'hémicycle. LCP.fr l'a suivi dans son périple très médiatique.

par Vincent Kranen



Comme un élève avant son conseil de discipline. 11 heures pétantes mercredi, le député François Ruffin s'avance dans la grisaille parisienne en direction de l'Hôtel de Lassay, la résidence du président de l'Assemblée nationale. Entouré d'un stagiaire et d'un assistant muni d'un appareil photo, François Ruffin attend son attaché parlementaire, chargé notamment de partager l'événement sur les réseaux sociaux. Si François Ruffin est arrivé une demi-heure avant son audition devant le bureau de l'Assemblée nationale, c'est principalement pour pouvoir organiser un Facebook live dans un salon du Palais Bourbon.

Réalisation vidéo, photos, tweets, le député de La France insoumise ne néglige rien dans sa stratégie médiatique. Deux semaines après l'incident de séance où le réalisateur de Merci Patron ! a revêtu, dans l'hémicycle, le maillot de football vert de l'équipe d'Eaucourt-sur-Somme, une commune de sa circonscription, le député veut s'expliquer sur sa démarche devant les 182 000 abonnés à sa page Facebook.

Regard caméra

"C'est une décision arbitraire du président de l'Assemblée nationale, rien ne m'interdit de porter un maillot dans l'hémicycle !", tonne François Ruffin. Il entre dans le Palais Bourbon, non loin du salon Delacroix où rentrent les députés de gauche dans l'hémicycle et s'assoit dans un coin. Son assistant pose le trépied de l'appareil photo. Un autre le filme avec un smartphone. Alternance des valeurs de plan, regard caméra, le député s'adresse à ses électeurs en véritable professionnel des médias.

18 minutes et 36 secondes d'un plaidoyer intitulé "Live – Conseil de discipline de l'Assemblée". La vidéo totalisera 87 000 vues le lendemain et ce commentaire de l'élu communiste Sébastien Jumel : "Solidarité de ton camarade député". Tout au long de son plaidoyer, François Ruffin ne quittera pas le maillot vert posé bien évidence sur la table à sa droite. Il y a du Marat – celui de l'ami du Peuple – chez cet élu, par ailleurs rédacteur en chef de la revue Fakir, une revue militante qui dénonce les violences sociales.

"Il faudra retravailler au montage"

Une fois son Live terminé, le député LFI débriefe avec son équipe sa prestation, relevant ce qui a pu pêcher. "Je crois que cette partie-là il faudra retravailler au montage", ses deux assistants en prennent bonne note. Presque onze heures et demi, direction l'Hôtel de Lassay. François Ruffin se dirige vers la présidence où se tient la réunion du bureau de l'Assemblée. Il va tenter, sans grand espoir, d'obtenir l'annulation de sa sanction – une retenue de 1 378 euros, soit le quart de son indemnité parlementaire.

Ce n'est que la deuxième fois qu'il pénètre dans la galerie dorée avec ses lustres, ses dorures et son épais tapis rouge. Son audition est retardée, il patiente en lisant un exemplaire du Canard enchaîné. Face au bureau il se défend pendant 25 minutes mais sa prestation ne changera rien : François de Rugy, et la quasi-unanimité du bureau, resteront inflexibles. Sa sanction est confirmée. Mais pas question pour lui de démissionner, comme la rumeur l'indique parfois. "Au contraire, ça leur ferait trop plaisir !.."

Vincent Kranen



IV) Charles Fiterman : « J'ai décidé de quitter le Parti socialiste »

L'ancien ministre communiste devenu membre du PS, dans une tribune au « Monde », juge inéluctable « l'effondrement idéologique et la sclérose organisationnelle » de ce parti.

LAPRESSEENREVUE.EU



Par Charles Fiterman (Ministre des transports (1981-1984), membre du PCF de 1951 à 1994)

Tribune. J'ai adhéré au Parti socialiste en 1998. Après les Assises de la transformation sociale, après la victoire électorale de 1997, après les ouvertures politiques et idéologiques faites par Lionel Jospin, j'ai pensé que des possibilités existaient d'engager, à partir de sa force centrale, la refondation nécessaire de la gauche.

Le système soviétique s'était effondré laissant le champ libre à un néolibéralisme qui s'était affirmé dès le début des années 1980 aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Qui pouvait penser que les conséquences de ce bouleversement géopolitique ne concerneraient que les seuls communistes et non pas toutes les forces attachées au rôle social de l'Etat et à un certain niveau de contrôle social de l'économie ?

Et puis, l'émergence et la mise en place de nouveaux moyens de communication contrôlés par de puissantes entreprises capitalistes agissant à l'échelle mondiale ouvraient à celles-ci, au système économique et politique capitaliste lui-même, de nouveaux champs d'exploitation et de domination, un nouveau souffle.

Une terrible dérive néolibérale

Comment penser qu'une telle situation ne posait pas en termes nouveaux l'action de ce qu'on a appelé l'Etat providence et aussi la nécessaire construction européenne ? J'ai pu alerter à plusieurs reprises – et notamment après 2002 – la direction du Parti socialiste sur la nécessité d'engager un travail en profondeur, de construire une nouvelle vision de ce que pouvait être le rôle du socialisme démocratique, aussi bien en termes d'idées que de formes de l'action politique ou de modes d'organisation.

J'ai bien entendu des promesses, quelques déclarations, j'ai lu quelques textes intéressants, mais rien qui soit à la hauteur des exigences de l'époque. Et le pire est que pour remplir le vide laissé par cette carence, le Parti socialiste, sous l'impulsion de ses principaux dirigeants, s'est engagé dans une terrible dérive néolibérale.

Le président de la République a réussi à faire passer pour une modernité ce qui n'est qu'un avatar – un peu arrangé à la française – d'une idéologie vieille de deux siècles

Il a ainsi ouvert la porte à ce qui a suivi. Trente-cinq ans après les Etats-Unis et la Grande Bretagne, le président de la République a réussi à faire passer pour une modernité ce qui n'est qu'un avatar – un peu arrangé à la française – d'une idéologie vieille de deux siècles et d'une politique qui suscite déjà des rejets significatifs là où elle a pris naissance. Le phare de la France des Lumières est pour l'instant en mode veille. Après le désastre électoral du printemps 2017, j'ai voulu

laisser un temps décent à la réflexion et aux prises de position. J'attendais une prise de distance nette avec les années écoulées. J'attendais l'énoncé d'idées et d'initiatives fortes concernant l'avenir.

J'attendais une délimitation claire que ce soit face à la politique de Macron et de tous ceux qui s'y sont ralliés, ou que ce soit dans les exécutifs locaux et territoriaux. Dans une telle crise, on ne calcule pas en fonction de la prochaine échéance électorale mais avec une démarche de long terme.

L'impulsion viendra d'ailleurs

Enfin, il y aura un Congrès avec des motions et pourquoi pas une synthèse, des candidats au poste suprême qui déjà s'affirment ou cherchent ici et là des soutiens qui comptent. Le plus curieux est que ceux qui sont apparemment les plus actifs dans cette modeste agitation sont ceux qui ont « organisé » le champ de ruines. Bref, rien dans tout cela qui corresponde à mes attentes, rien qui donne confiance.

Je peux comprendre l'attachement de socialistes à une histoire, à des actions qui ont servi le pays et amélioré la vie des gens. Je ne mets pas en doute leur sincérité. Mais, pour ma part, je ne vois plus dans ce parti de forces capables de l'arracher à son effondrement idéologique, à sa sclérose organisationnelle. Certes, il peut survivre, tenir encore des positions en fonction de la conjoncture. Mais je pense qu'il ne peut plus être la force motrice de la construction de la perspective politique neuve qu'appelle la crise profonde de la société française.

L'impulsion viendra d'ailleurs. Elle viendra d'un mouvement politique qui, s'inscrivant dans les valeurs d'un socialisme démocratique intégrant l'écologie politique et refusant aussi bien le néolibéralisme archaïque que la démagogie populiste ravageuse, s'attachera à répondre aux problèmes de notre temps, avec des idées, des initiatives, des pratiques d'avenir. Un mouvement animé par la volonté de forger une alliance durable de toutes les forces de gauche et de progrès humain.

La gauche renaîtra. Disponible pour y contribuer dans la mesure de mes moyens, je ne veux pas m'inscrire dans un processus qui m'obligerait à accepter ce qui n'est plus à mes yeux acceptable. Je veux disposer de mon entière liberté d'action. J'ai donc décidé de quitter le Parti socialiste.

lemonde.fr

V) Le dossier immigration, première vraie sortie de piste pour Macron ?

Par Bruno Rieth

Habitué aux godilles propres à satisfaire droite et centristes, Emmanuel Macron a réussi durant ses premiers mois de mandat à faire passer sans encombre les projets de loi qui figuraient dans son programme.



Gérard Collomb, le ministre de l'Intérieur d'Emmanuel Macron, en train de parler. - Christophe Ena / POOL / AFP Politique

Mais l'inattendu et soudain virage droitier pris sur le dossier de l'immigration passe très mal et lève des boucliers jusque parmi ses troupes.

La polémique fait boule de neige en ces vacances de Noël. A gauche, dans le secteur associatif et la société civile mais aussi au sein même de la majorité d'Emmanuel Macron, de nombreuses voix s'élèvent contre les projets du gouvernement en matière d'immigration. Avec plus ou moins de virulence, toutes convergent pour dénoncer un "virage sécuritaire" inattendu qui tranche avec la bienveillance érigée en philosophie macroniste.

En cause, les récentes circulaires émanant du ministère de l'Intérieur de Gérard Collomb qui demandent aux préfets plus de reconductions à la frontière et souhaitent un "recensement administratif" des personnes en hébergement d'urgence, en envoyant notamment des "équipes mobiles" dans les centres gérés par des associations.

L'historien Patrick Weil craint "une régression dramatique"

Invité mercredi sur Europe 1, l'historien et politologue de gauche Patrick Weil, spécialiste de l'immigration, a vivement dénoncé ces mesures. "Aucun gouvernement depuis la Seconde guerre mondiale n'avait osé aller jusque-là", s'est-il indigné. Et de poursuivre : "On a un principe, qui nous vient peut-être de nos traditions chrétiennes : un enfant, on ne lui demande pas ses papiers quand on l'accueille à l'école, un malade, on ne lui demande pas ses papiers quand il a besoin d'être soigné à l'entrée de l'hôpital, et quelqu'un qui n'a pas de quoi se loger, on ne lui demande pas ses papiers à l'entrée d'un centre d'hébergement d'urgence. Monsieur Macron et Monsieur Collomb ont violé ce principe". Lui redoute que la future loi sur la réforme du droit d'asile, prévue pour le début de l'année 2018, poursuive dans cette voie : "Si le projet s'inscrit dans cette lignée, ce sera une régression dramatique".

Ce jeudi 28 décembre, au micro de RMC/BFMTV, le médecin Raphaël Pitti est allé encore plus loin. Cet ancien médecin militaire, catholique fervent, a décidé de rendre sa Légion d'honneur obtenue début décembre pour protester contre les conditions d'accueil des migrants en France. Et juge "indignes des valeurs de la République française" les mesures édictées place Beauvau. Quant à la circulaire sur le recensement des migrants, le sexagénaire qui a plusieurs fois risqué sa vie ces dernières années pour aller former des médecins sur le théâtre de guerre syrien, lâche : "Bien entendu, j'accepte tout à fait l'idée que pour des raisons sécuritaires, la police puisse contrôler les personnes qui arrivent d'un autre pays avec le risque terroriste que nous connaissons (...) mais lorsque l'on demande aux associations humanitaires de le faire à la place, alors là on est dans des choses qui rappellent une certaine histoire, et je pense à Vichy en particulier". Une accusation qu'il développe : "Dès lors qu'on fait appel aux associations humanitaires dont la mission essentielle est de porter assistance et qu'on leur demande de

dénoncer les personnes en situation irrégulière qui sont dans les centres d'hébergement, on est déjà dans la délation".

Là on est dans des choses qui rappellent une certaine histoire, et je pense à Vichy en particulier.

Le docteur Raphaël Pitti

Les directives crispent également les associations en première ligne sur ces questions. Un collectif comptant notamment la Cimade, Emmaüs et la Fondation Abbé Pierre a ainsi saisi le Défenseur des droits, Jacques Toubon, pour que ces circulaires "portant gravement atteinte aux droits fondamentaux" des étrangers soient suspendues. Le même Défenseur des droits s'est d'ailleurs d'ores et déjà inquiété d'une proposition de loi déposée par les députés Constructifs (la droite pro-Macron) visant à "sécuriser le placement en rétention" des migrants sous procédure de Dublin, c'est-à-dire ceux dont les demandes d'asile relèvent d'un autre pays européen. Cela "constitue un tournant politique déplorable en termes de respect des droits et des libertés fondamentales, ce serait la première fois que la France décide de mettre en œuvre dans sa législation les mesures les plus restrictives du règlement européen en la matière", a-t-il estimé, pointant "un changement total de philosophie". Un texte voté à l'Assemblée nationale dans la nuit du 7 au 8 décembre...

À gauche, l'opposition monte aussi au créneau sur le sujet. L'ex-candidat socialiste à la présidentielle, Benoît Hamon, a publié le 24 décembre une tribune sévère : "Sous l'apparat d'une politique humaniste, le gouvernement Macron-Philippe est en train d'adopter la politique migratoire la plus répressive que notre pays a connue depuis des décennies". Le communiste Ian Brossat, adjoint d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris, a pointé les écarts entre les discours du candidat Macron et sa politique aujourd'hui. "J'ai en tête les propos d'Emmanuel Macron pendant la campagne de l'élection présidentielle, qui étaient des propos qui disaient qu'il faut être capable d'accueillir les migrants de manière digne. En matière d'immigration, j'ai le sentiment qu'Emmanuel Macron parle comme Mère Teresa et agit comme Nicolas Sarkozy, voire pire", a-t-il cinglé le 25 décembre sur Franceinfo.



franceinfo @franceinfo

Migrants : "En matière d'immigration, j'ai l'impression qu'Emmanuel Macron parle comme Mère Teresa et agit comme Nicolas Sarkozy", juge Ian Brossat #8h30politique



migrants: la France peut-elle assumer un accueil digne ?

Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon durant la campagne présidentielle, a quant à lui comparé Emmanuel Macron au très droitier Laurent Wauquiez...



Manuel Bompard @mbompard

Après la traque des migrants, voici le contrôle des chômeurs annoncé depuis une station de ski. J'avais pas compris que Wauquiez avait été élu président de la République.

Une majorité déstabilisée

Au sein même de la majorité présidentielle, plusieurs députés récemment élus se montrent déstabilisés par cette politique. Joël Giraud, député des Hautes-Alpes, a suggéré au gouvernement dans les colonnes du Figaro de changer de fusil d'épaule : "Le gouvernement serait bien avisé de revoir sa position dans un sens plus humanitaire". Toujours dans le quotidien, le député de Paris Pierre Person a avancé quant à lui que "les réfugiés sont des héros" et qu'il faut le prendre en compte dans la future loi de réforme du droit d'asile : "Sur le sujet de l'asile, il faudra trouver la ligne de crête, ne pas être clivant, toujours garder à l'esprit ce qu'a dit Emmanuel Macron en 2016 : les réfugiés sont des héros".

Toujours garder à l'esprit ce qu'a dit Emmanuel Macron en 2016 : les réfugiés sont des héros.

Le député LREM Pierre Person

Même le premier flic de France semble montrer des signes de crispation. Ainsi, le Canard enchaîné rapporte dans sa dernière édition ces propos exaspérés de Gérard Collomb : "J'en ai un peu marre de passer pour le facho de service. Lorsque je me retourne, j'ai l'impression qu'il n'y a personne derrière moi (...). J'ai plutôt l'impression qu'Édouard Philippe compte les points, reçoit les associations, mais ne se mouille pas".

A la veille de la rentrée politique de la nouvelle année, la piste semble se verglacier sérieusement pour le retour de ski d'Emmanuel Macron...



VI) Céline Boussié. « Le bilan 2017 de la nouvelle majorité est dramatique. »

L'Humanité

AFP PHOTO / PASCAL PAVANI

2017 vue par Céline Boussié, lanceuse d'alerte à l'Institut médico-éducatif du Moussaron (Gers).



« Nous venons de vivre une année qui, sur le plan des droits fondamentaux et humains, est une catastrophe annoncée, si l'on n'y prend garde. Le bilan 2017 de la nouvelle majorité est dramatique : coupes drastiques dans les hôpitaux et maisons de retraite, droits fondamentaux des personnes en situation de handicap qui se réduisent, décrépitude des établissements et services sociaux et médico-sociaux... Une politique ostensiblement et cyniquement des plus libérales, au détriment des intérêts de l'écrasante majorité des citoyens, de celles et ceux que le monarque Macron ose nommer "MON peuple" !

Dans ce tableau très noir et sombre apparaissent pourtant de multiples lumières qui sont autant d'espoir. L'année 2017 a été celle, pour la première fois en France, de la relaxe d'une lanceuse d'alerte, celle de ma relaxe, après avoir été poursuivie pour diffamation par un établissement médico-éducatif du Gers, pourtant pointé du doigt par l'agence régionale de santé de Midi-Pyrénées et l'ONU à Genève, en janvier 2016. Je suis modestement très fière aujourd'hui des attendus du tribunal correctionnel de Toulouse, à de multiples titres. Dix ans de combat et de lutte qui ont su fédérer sans clivages des citoyens, des associations (Groupe polyhandicap France, DSF 47, Comité d'entente régional Occitanie...), un syndicat (CGT) et un mouvement politique (la France insoumise) pour une seule et même cause : une vie digne et bienveillante en institution pour les personnes en situation de handicap. Dix ans de combat et une formidable victoire qui permet de reconnaître que, pendant vingt ans, ces enfants, adolescents et adultes polyhandicapés ont été maltraités, engageant clairement la responsabilité des pouvoirs publics.

Une relaxe qui est un signal fort pour les lanceurs d'alerte et tous les professionnels. Enfin la justice, de par ses attendus, libère la parole si longtemps muselée. En ces derniers jours de l'année 2017, une seule conclusion possible : se battre pour ses idées et ses convictions sans ne jamais rien lâcher paie. Il est à espérer que 2018 soit donc l'année d'un réveil citoyen plus qu'urgent et nécessaire, et qu'elle soit celle de tous les combats pour que les jours heureux arrivent enfin. »

l'Humanité.fr

VII) Vœux d'Emmanuel Macron : une dose de classicisme + une louche de social et deux doigts de narcissisme sans oublier une bonne flopée de vœux pieux = la renaissance française ?

Décryptage des vœux d'Emmanuel Macron, pèle-mêle étonnant dans lequel il s'est adressé à tous les Français mais à certains en particulier aussi.



Anita Hausser

Anita Hausser, journaliste, est éditorialiste à Atlantico, et offre à ses lecteurs un décryptage

des coulisses de la politique française et internationale. Elle a notamment publié Sarkozy, itinéraire d'une ambition (Editions l'Archipel, 2003). Elle a également réalisé les documentaires Femme députée, un homme comme les



Quelques heures après avoir regardé et écouté attentivement Emmanuel Macron présenter ses vœux aux Français, nous avons, (-après le Réveillon), découvert une version "light" des vœux présidentiels sur Twitter. Debout, le Chef de l'Etat s'adresse cette fois à la jeunesse à laquelle il explique qu'il a " besoin de son engagement"...pour mener à bien son action de transformation du pays.

Dans cette version compacte, délestée de formules un peu ampoulées telles que "la grammaire de la paix", le chef de l'Etat renouvelle son engagement européen, (- en particulier en partenariat avec l'Allemagne), et son appel à l'engagement de tous, voire au dépassement de soi pour obtenir la "cohésion": "Demandez-vous chaque matin ce que vous pouvez faire pour le pays et au-delà de votre quotidien, de votre vie, parfois de ses difficultés, dites-vous toujours que vous appartenez à un collectif plus fort, plus grand que vous : la Nation française" avait-il déclaré dans la "version pour tous", puisant son inspiration auprès de John Kennedy.

En fait, cette version longue de dix huit minutes que des millions de Français ont regardée devant leur télé, (-en jetant parfois un coup d'oeil sur leur montre) , gagne à être lue car Emmanuel Macron l'a écrite, et, au delà du style très personnel, comme le recours au " je", elle recèle un certain nombre de messages qui marquent une inflexion du discours présidentiel : tout d'abord,- l'exercice du pouvoir aidant, la compassion a désormais sa place à coté de la gaine: "Je crois dans la réussite, dans les succès mais que valent ces succès s'ils ne sont en quelque sorte que les succès de quelques-uns ? Que s'ils nourrissent les égoïsmes ou les cynismes ? Rien de bien durable", a -t-il déclaré en prélude de l'annonce d'un "grand projet social pour notre pays....durant l'année qui s'ouvre.

C'est celui qui doit inspirer notre politique de santé, notre politique en faveur de celles et ceux qui vivent en situation de handicap, notre politique d'hébergement pour les sans-abri, notre politique sociale aidant les plus démunis. Sans cela, sans cette exigence humaniste, notre pays ne se tiendra pas uni ". Des mots qui ne s'accrochent pas très bien avec l'étrange expression "plusieurs d'entre vous sont seuls, souffrent ou sont malades", comme s'il lui pesait de parler de "nombreux". Car Emmanuel Macron est obligé de le reconnaître : certaines formules érigées en promesse de campagne comme "plus personne sans un toit à la fin de l'année", n'ont pas résisté à la réalité. Mais il importe qu'il montre qu'il persévère , car la popularité du Chef de l'Etat

résulte de ce principe: il fait ce qu'il a dit, il tient ses promesses .Même si ceux qui en bénéficient jusqu'à présent ne sont pas les plus défavorisés. Alors pour maintenir cette popularité ou tout simplement la cohésion sociale, pour faire vivre " cette renaissance française", selon les termes présidentiels, il faut maintenant rééquilibrer. Ce sera beaucoup plus difficile et cela aura un coût , au delà de " l'engagement". Cela s'appellera peut-être sacrifices . Mais chut ...C'est (encore) l'heure des vœux !

atlantico
UN VENT NOUVEAU SUR L'INFINI

MAIS AUSSI :

Ile-de-France : 250 voitures brûlées durant la nuit de la Saint-Sylvestre

J.C.



163 véhicules ont été incendiés à Paris et en petite couronne ; 87 véhicules ont brûlé en grande couronne. (Illustration) LP/Edith Lasry

Ce bilan, établi pour la zone police, est légèrement en hausse par rapport à l'année dernière.

Habituel corollaire de la nuit de la Saint-Sylvestre, 250 voitures ont été brûlées en zone police, dans la région Ile-de-France, alors que deux policiers ont été tabassés à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Quelque 163 véhicules ont été incendiés à Paris en petite couronne, soit une trentaine de plus que l'an dernier. Parmi ces voitures, une cinquantaine ont été touchées par propagation.

En grande couronne, 87 véhicules ont brûlé, dont 20 par propagation, soit sensiblement autant que pour la Saint-Sylvestre 2017.

Toujours pendant cette nuit de Nouvel An francilienne, 197 personnes ont été placées en garde à vue pour divers motifs.

Sur le plan national 1.031 véhicules ont brûlé durant la nuit du réveillon (contre 935, l'an passé), et 510 personnes ont été interpellées (contre 454) dont 349 placés en garde à vue (contre 301).

Au total le ministère a comptabilisé huit policiers et trois militaires de l'opération Sentinelle blessés.

Le Parisien

A Suivre... La Presse en Revue

